

Retraites: les syndicats enseignants veulent avant tout une revalorisation salariale

Paris, 8 oct. 2019 (AFP) -

Les syndicats enseignants, reçus mardi par Jean-Michel Blanquer et le haut-commissaire aux Retraites Jean-Paul Delevoye sur le dossier de la réforme des retraites, demandent avant toute chose au gouvernement "un engagement solide" sur la revalorisation des salaires.

"La réunion de ce jour a été plus longue et plus tendue que prévue car il y a une réelle inquiétude de la profession, suite notamment au discours d'Emmanuel Macron sur les retraites des enseignants à Rodez la semaine dernière", a expliqué à l'AFP Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa.

Le corps enseignant a "besoin d'un engagement solide" de la part du gouvernement sur la question de la revalorisation des salaires et ce, sans aucune compensation", a poursuivi M. Crochet.

Jeudi dernier, le chef de l'Etat a reconnu à Rodez que les enseignants seront lésés si le passage au nouveau système de retraite ne s'accompagne pas d'autres changements dans leur carrière.

Emmanuel Macron réfléchit donc à des compensations salariales mais a aussi évoqué une réflexion sur le temps de travail et les périodes de vacances.

Pour Régis Metzger, co-secrétaire général du SNUipp-FSU (premier syndicat du primaire), "le président Macron introduit des contreparties qui ne sont pas acceptables". "Il est urgent de discuter revalorisation et tout de suite", insiste-t-il.

Dans un communiqué, le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) a dit "demander très clairement au ministre que les négociations à venir sur les +compensations+ portent dans un premier temps exclusivement sur +une augmentation de la part fixe du traitement sans contreparties+ (dégel du point d'indice, hausse des grilles et/ou hausse des indemnités fixes, et ce pour tous les personnels)".

Il s'agit selon le syndicat "de revaloriser le métier dans son ensemble".

Le SNALC se dit "demandeur d'une hausse salariale importante qui ne serait qu'un rattrapage parfaitement justifié" pour des personnels "dont plus personne ne conteste aujourd'hui qu'ils sont mal payés".

Idem pour la FSU qui se dit, dans un communiqué, "demandeuse de ces discussions car la revalorisation salariale revêt un caractère d'urgence".

Une prochaine réunion doit avoir lieu le 7 novembre.

asm/ito/blb/it

Afp le 08 oct. 19 à 16 55.